

SANGARIS : Points de situation 1^{er} trimestre 2015

Sangaris : point de situation du 8 janvier 2015

Sources : Etat-major des armées 09/01/2015

Les deux dernières semaines en République centrafricaine ont été marquées par une situation sécuritaire stable et par des visites d'autorités civiles et militaires auprès des soldats engagés dans ce pays.

Le 23 décembre, le chef d'état-major des armées s'est rendu aux côtés des soldats déployés à Sibut et à Bangui, rappelant que le déploiement progressif de la force de l'ONU devrait permettre d'ici à la fin mars 2015, de décroître l'effectif de la force Sangaris. La visite du secrétaire d'état des anciens combattants et de la mémoire le jour de Noël a également visé à saluer l'ensemble des troupes françaises présentes sur le théâtre, tant au sein de la force Sangaris qu'au sein de l'EUFOR.

Sur le plan sécuritaire, la période des fêtes de fin d'année a été particulièrement calme à Bangui.

Dans l'Est du pays, la zone d'action du GTIA Korrigan était relativement calme en fin d'année. Une tension reste néanmoins perceptible dans le triangle Sibut / Dekoa / Bambari. A partir du 19 décembre, une reconnaissance a été conduite entre Sibut et Damara afin d'agir contre des groupes armés susceptibles de sévir le long de l'axe routier. Le 24 décembre, des éléments de Sangaris engagés dans une mission de reconnaissance du village de Féré ont été pris à partie par un groupe d'une dizaine d'individus équipés d'armes de chasse et d'AK47. Après avoir riposté et manœuvré contre ces individus installés en défensive, la force Sangaris a réussi à rétablir la sécurisation de l'axe, sur lequel est observé une augmentation de la circulation des marchandises.

Le 16 décembre, le général Bacquet a pris le commandement de la force de l'Union européenne, EUFOR RCA. Il a relevé le général Lion, qui a commandé cette mission depuis son lancement le 1^{er} avril 2014. L'opération militaire EUFOR RCA a pour mission de contribuer au rétablissement d'un environnement sûr et sécurisé dans la capitale de la RCA, Bangui, afin de permettre aux groupes humanitaires de fournir de l'aide aux populations et de faciliter le retour des déplacés. La France est nation cadre de cette mission, commandée par le général de division français Philippe Pontiers. Elle y participe à hauteur de 260 militaires sur un effectif total de 700 hommes en provenance de 14 Etats.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner le déploiement vers sa pleine capacité opérationnelle de la mission de l'ONU.

Sangaris : point de situation du 15 janvier 2015

Sources : État-major des armées 15/01/2015

En République centrafricaine, la situation poursuit son amélioration progressive à Bangui tandis qu'elle demeure tendue dans l'Est du pays.

A Bangui, la force *Sangaris* a commencé la réhabilitation de la « maison des jeunes » du quartier Bea Rex, avec la participation active de la population. Ce projet constitue un bon indicateur de reprise de la vie dans ce quartier autrefois épicerie de toutes les violences intercommunautaires. Quatre écoles primaires ont également ré-ouvert dans le 3^e arrondissement, confirmant ce signal encourageant.

A l'ouest de la capitale, le groupement tactique interarmes (GTIA) Picardie a appuyé la sécurisation du déplacement de Madame Samba Panza, chef de l'Etat de transition, vers Boda le samedi 10 janvier. Celle-ci s'y rendait afin d'y réaffirmer l'autorité de l'Etat et annoncer les prochaines consultations populaires. Il s'agissait du premier déplacement en province de la chef de l'Etat de transition, dans une ville autrefois symbole de confrontations intercommunautaires mais aujourd'hui en voie de normalisation.

En province, la semaine écoulée a été en demi-teinte : des progrès en termes de normalisation ont été obtenus dans la région de Grimari mais la situation à Dékoa et Bambari demeure instable. A Bria, l'Etat peine à assoir son autorité face au *Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique* (FPRC) qui cherche à s'implanter au nord de la ville. La situation y est rythmée par des vagues de tension. Ces incidents sont temporisés grâce à l'action de la MINUSCA ainsi qu'au dialogue que la force de l'ONU maintient avec les acteurs locaux.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner le déploiement vers sa pleine capacité opérationnelle de la mission de l'ONU.

Sangaris : point de situation du 22 janvier 2015

Sources : État-major des armées 27/01/2015

En République centrafricaine, la situation reste partagée : si le climat reste tendu dans certaines villes de l'Est, la majorité du pays voit se poursuivre la réinstallation des administrations.

A Bangui, la situation était particulièrement calme cette semaine. Des missions de contrôle de zone ont été menées avec la MINUSCA dans la grande périphérie de la capitale. Le 15 janvier, la mairie du 4^{ème} arrondissement a été inaugurée, en présence de l'ambassadeur de France en République centrafricaine et du général commandant la force *Sangaris*. Une partie des travaux de réhabilitation de ce bâtiment a été effectuée par les militaires français. Deux jours plus tard, une manifestation en faveur de la paix, organisée de longue date, s'est bien déroulée.

Dans l'Est du pays, la situation est encourageante dans les villes de Bambari et de Grimari, mais toujours tendue à Bria.

Dans cette dernière ville, les tensions se maintiennent en raison des luttes d'intérêt et de pouvoir menées par certains groupes armés qui refusent l'autorité de l'Etat.

En dehors de ce point de friction, la semaine a été marquée par la relève officielle des forces françaises par celles de l'ONU le 20 janvier dans la ville de Grimari. Ce jour-là, la force *Sangaris* a officiellement transféré la responsabilité de la sécurisation de cette zone au contingent de République Démocratique du Congo de la MINUSCA, en présence d'autorités civiles et militaires. Au cours de cette cérémonie, le commandant de la force *Sangaris* a rendu hommage aux autorités administratives centrafricaines qui ont contribué à la normalisation de la vie dans cette ville. Quelques jours auparavant, le 16 janvier, la sous-préfecture de Grimari avait été inaugurée en présence du Premier ministre du gouvernement de transition, du sous-préfet, de l'ambassadeur français et du général commandant la force *Sangaris*.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner le déploiement vers sa pleine capacité opérationnelle de la mission de l'ONU.

Sangaris : point de situation du 29 janvier 2015

Sources : Etat-major des armées 29/01/2015

En République centrafricaine, la situation sécuritaire est étroitement liée aux démarches de l'Etat de transition et aux initiatives opposées, à l'approche du Forum de Bangui.

Alors que l'Etat de transition tente d'avancer sur la voie de la réconciliation nationale à l'approche du Forum de Bangui, les opposants à ce processus semblent s'organiser et vouloir manipuler la population, créant des troubles et des tensions dans certaines villes du pays, notamment dans l'Est.

A Bangui, les récents enlèvements ont conduit les forces en présence à multiplier les patrouilles dans la capitale.

Pour préparer le forum de Bangui, des consultations populaires ont actuellement lieu sur l'ensemble du territoire, dans toutes les préfectures, sous-préfectures et ce sur une période de 21 jours. Organisées par l'Etat de transition, leur but est de rassembler la population, directement et à travers ses représentants, et d'aller à la rencontre des populations de l'ensemble des sous-préfectures. L'objectif premier de ces consultations est de faire remonter les grands thèmes de préoccupations des Centrafricains.

La force *Sangaris* soutient les consultations conduites par les autorités de transition en appuyant la sécurisation des villes identifiées pour accueillir cette étape du processus de résolution de la crise, notamment dans le nord-est du pays où certains groupes armés sont connus pour rejeter ces consultations et manipuler les autorités locales et la population pour qu'elles les boycottent.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner le déploiement vers sa pleine capacité opérationnelle de la mission de l'ONU.

Sangaris : Point de situation du 12 février 2015

Sources : État-major des armées 12/02/2015

A Bangui, la situation sécuritaire est calme. Les consultations populaires se sont déroulées sans difficulté et sont quasiment achevées dans la majeure partie des arrondissements de la capitale.

Les relèves se sont poursuivies et le GTIA Picardie, majoritairement armé par le 1^{er} régiment d'infanterie (1^{er} RI), a été relevé par le GTIA Turco, constitué par le 1^{er} régiment de tirailleurs.

A Bria, la force *Sangaris* a appuyé une opération de la MINUSCA le 10 février visant à restaurer l'autorité de l'Etat dans la ville pour y permettre le déroulement du processus de consultations populaires. Au cours de cette opération à laquelle les soldats de Korrigan et plusieurs hélicoptères ont participé, les bâtiments publics occupés par des hommes armés du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) ont été libérés. Cette opération, ainsi que l'intervention quelques jours plus tôt de *Sangaris* sur une colonne de véhicules armés au Sud de N'Délé, a permis d'affirmer la détermination des forces internationales, face aux opposants des consultations populaires voulues par l'Etat de transition, dont la préparation et la tenue sont sécurisées par les militaires de *Sangaris*.

En Bamingui-Bangoran, les consultations populaires se sont achevées dans de bonnes conditions. La présence massive et continue des forces internationales a de toute évidence facilité la tenue de réunions auxquelles les groupes armés ont été mis en échec.

La semaine a également été marquée par la réarticulation des forces à Bambari, dont le contrôle de la base, jusqu'ici par les forces françaises, a été transféré à l'ONU. La force a achevé sa réarticulation hors de la ville, sur l'aérodrome, à partir duquel elle continuera d'appuyer l'action du contingent congolais de la MINUSCA.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.

Sangaris : point de situation au 26 février 2015

Sources : Etat-major des Armées 26/02/2015

Le 18 février 2015, le groupement tactique interarmes Korrigan, qui était majoritairement armé par le 3^e régiment infanterie marine (3^e RIMa), a été relevé par le groupement tactique interarmes Vercors, armé par le 7^e bataillon de chasseurs alpins (7^e BCA) et commandé par le colonel Lionel Catar. Dans la capitale, les consultations populaires qui se sont achevées ont vraisemblablement contribué à une évolution favorable du climat sécuritaire. Dans le 7^e arrondissement, des réunions supplémentaires se sont tenues à la mairie afin de satisfaire le besoin en information de personnes n'ayant pu assister aux consultations populaires officielles.

Dans l'Est du pays, le calme est revenu suite aux actions des forces internationales contre les groupes armés qui étaient opposés à la restauration de l'autorité de l'Etat. A Bria, la reprise des bâtiments officiels qui étaient occupés par des hommes armés, suivie de la visite du Premier ministre centrafricain, puis de la fuite hors de la ville du chef d'état-major du FPRC, ont abouti au succès des consultations populaires dans la ville les 20 et 21 février, réunissant plus de 300 personnes. Les avancées sur le plan sécuritaire y sont notables, comme en témoigne l'arrivée d'une équipe administrative composée notamment d'un préfet, d'un sous-préfet, d'un maire et d'un collecteur d'impôts. Les consultations populaires ont également démarré à Bambari où elles se poursuivent actuellement.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération Sangaris, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.

Sangaris : Point de situation au 5 Mars 2015

Sources : État-major des armées 06/03/2015

La semaine a été marquée par un apaisement généralisé dans le pays.

A *Kaga-Bandoro*, au nord de la République de Centrafrique, une rencontre a été organisée le 27 février entre la MINUSCA, la force *Sangaris*, les autorités politiques régionales et le gouvernement de transition, ainsi que les principaux responsables du FPRC local, avec pour objectif de préparer la tenue des consultations populaires qui devraient avoir lieu prochainement dans la ville et sa périphérie. Cette rencontre quadripartite illustre ce revirement du climat général en faveur des consultations populaires.

A Bambari, les consultations populaires ont eu lieu cette semaine. La délégation s'est également rendue le 26 février à Grimari puis le 27 à Ippy, où les rencontres se sont bien déroulées. Le GTIA Turco a conduit des actions en appui de la MINUSCA en accompagnant sur une partie du trajet l'équipe de consultations populaires se rendant à Bakala.

Enfin, des survols ont été réalisés par la force *Sangaris* à Bria, au-dessus de zones refuges supposées, afin de poursuivre la déstabilisation des groupes armés.

Environ 2 000 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération *Sangaris*, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération *Sangaris* vise à rétablir un niveau de sécurité minimal en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.

Sangaris : Point de situation au 12 mars 2015

Sources : État-major des armées 12/03/2015

La semaine a été marquée par l'achèvement du processus de consultations populaires dans le pays, avec les dernières consultations conduites à Kaga Bandoro et à Birao.

Ce processus, initié par l'Etat de transition, visait à aller à la rencontre de l'ensemble de la population, afin de faire remonter les grandes préoccupations du pays à l'approche du Forum de Bangui. Au bilan, la totalité des régions du pays a été couverte par ce processus, et 92% des consultations prévues ont été tenues, les 8 % ne l'ayant pas été pour des raisons d'accessibilité uniquement. Lorsque les consultations ont été confrontées à divers blocages, c'est la population qui s'est déplacée d'elle-même vers la préfecture. La MINUSCA et la force Sangaris ont apporté une aide logistique ainsi qu'un appui sécuritaire aux délégations se rendant dans les différentes régions.

Lundi 9 mars, le pont Bailey « Pont de la Concorde » a été inauguré par la chef de l'Etat de transition en présence d'autorités civiles et militaires à Bangui. Ce chantier a été réalisé suite à l'écroulement des berges le long de l'Oubangui, détruisant le pont qui reliait les deux arrondissements du sud-ouest de Bangui (le 6ème et 2ème). Du 4 au 7 mars, une section du 3ème régiment de génie et une dizaine de militaires centrafricains du génie ont ainsi mené un chantier de reconstruction d'un pont provisoire de type Bailey, permettant de relier à nouveau les deux arrondissements.

Depuis cette semaine, la force Sangaris compte 1 700 militaires et non plus 2 000. Cette évolution marque la première étape du désengagement progressif des forces françaises de République centrafricaine, planifié depuis le déploiement de la force de l'ONU sur le territoire. S'appuyant toujours sur deux GTIA, le dispositif de la force Sangaris s'articule désormais sur le principe d'une force de réaction, avec une partie du dispositif (GTIA Turco) déployé dans Bangui, le couloir central et l'Est du pays, et l'autre (GTIA Vercors) déployé selon les besoins en appui des forces françaises et de l'ONU. Cette évolution du format de la force Sangaris, planifié depuis plusieurs mois, avait été initiée fin 2014 avec l'allègement du volume de troupes de combat et la densification des moyens plus mobiles (VBCI, hélicoptères Tigre, DRAC).

Environ 1 700 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération Sangaris, aux côtés des 8 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir un niveau de sécurité minimale en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.

Sangaris : Point de situation au 19 mars 2015

Sources : État-major des armées 19/03/2015

Le 13 mars 2015, la force Sangaris, qui contrôlait « le point kilométrique » PK12 au nord de Bangui, a transféré le poste de contrôle aux forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines.

Point de passage stratégique pour l'approvisionnement des commerces de Bangui, un poste de contrôle fixe y avait été installé dès le déploiement de la force Sangaris afin de rétablir la libre circulation de la population et des biens. Le transfert du contrôle de ce point auprès des FSI est réalisé de façon progressive depuis mi-février.

Depuis la fin des consultations populaires dans le pays, les restitutions populaires ont fait l'objet de la préparation d'un rapport de synthèse qui permettra à l'Etat de transition de définir la date et les

contours du Forum de Bangui. A Bangui, la prise à partie de la force par un groupe de trafiquants laisse présager du refus de certains de voir se restaurer l'autorité de l'Etat.

Environ 1 700 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération Sangaris, aux côtés des 9 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir un niveau de sécurité minimale en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.

Sangaris : Point de situation au 26 mars 2015

Sources : État-major des armées 26/03/2015

Cette semaine a été marquée par la visite, le 21 mars, du chef de l'Etat de transition à Ndélé, afin de réaffirmer l'autorité de l'État dans cette ville.

Elle était accompagnée d'une délégation composée du nouveau préfet de Ndélé, d'une vingtaine de professeurs, et d'un groupe de gendarmes qui resteront sur place pour relancer les institutions gouvernementales. La dernière visite d'un chef d'État centrafricain à Ndélé remontait à 2011. Dans la capitale, le commissariat du 3e arrondissement a été inauguré vendredi 20 mars.

Environ 1 700 militaires français sont actuellement déployés dans l'opération Sangaris, aux côtés des 9 500 hommes de la MINUSCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir un niveau de sécurité minimale en République centrafricaine et à accompagner la montée en puissance progressive de la mission de l'ONU.